



## LES DOLLARS DE LA MIGRATION

Jean Papail  
Institut de Recherche pour le Développement (IRD)  
jean.papail@ird.fr

Documents :

- 1 - Répartition des transferts monétaires dans le monde
- 2 - Des migrants et des *remesas* en augmentation
- 3 - Des infrastructures municipales financées par l'argent des migrants
- 4 - Les migrants mexicains créateurs d'entreprises
- 5 - Portrait d'un ancien migrant devenu chef d'une micro entreprise

Les migrations internationales ont véritablement pris leur essor au XIX<sup>e</sup> siècle, et se sont progressivement diversifiées au XX<sup>e</sup> siècle tant sur le plan géographique (pays d'origine et de destination) que dans leur typologie (temporaires, définitives, économiques, climatiques, de travail, regroupements familiaux, contraintes, etc. . .). L'essor d'une nouvelle phase de mondialisation à la fin du XX<sup>e</sup> siècle s'est accompagné d'un développement considérable des mouvements de population. Les migrants internationaux sont passés de 75 millions en 1965 à 120 millions en 1990 et près de 215 millions en 2010, soit environ 3 % de la population mondiale. De nombreux petits pays, comme les Samoa (67 %), la Guayana (57 %), l'Albanie (45 %) ont actuellement une fraction très importante de leurs nationaux résidant à l'étranger.

La contrepartie de ces flux de personnes est constituée par les transferts monétaires - les *remesas* ou *remittances*- qu'envoient les migrants à leur famille dans leur pays d'origine. Ils se sont considérablement amplifiés, parallèlement à l'expansion des flux migratoires, en passant de 10,2 milliards de dollars en 1975 à 440 milliards de dollars en 2010, dont environ 75 % sont perçus par les pays en voie de développement. Ces ressources externes contribuent à réduire le niveau de pauvreté dans les régions réceptrices, surtout dans les pays de petite taille, où elles constituent souvent plus de 20 % du PIB, mais elles créent également des effets pervers (forte dépendance de l'extérieur, inflation, perte de compétitivité des produits locaux par surévaluation de la monnaie. . .). Les organismes internationaux et les gouvernements des pays récepteurs ont peu à peu mis en place, depuis une quinzaine d'années, des politiques cherchant à canaliser ces ressources externes vers des investissements publics (tels les Programmes 3 X 1 au Mexique) ou privés, qui se traduisent par la création de micro entreprises (généralement sous forme d'auto emploi) et d'un certain nombre d'emplois (salariés ou non) qui y sont associés, même s'ils s'inscrivent généralement dans le secteur informel.

Le Mexique occupe une place prépondérante dans ces flux, car bien que ses émigrants ne représentent que 11 % de sa population, c'est le pays qui compte actuellement le plus d'émigrants dans le monde (12 Millions), suivi de l'Inde (11 M), la Russie (11 M), la Chine (8 M), l'Ukraine (6,6 M), le Bangladesh (5,4 M) et le Pakistan (4,7 M). La quasi totalité de l'émigration mexicaine se dirige vers les États-Unis, et constitue le premier corridor migratoire mondial devant celui reliant la Russie et l'Ukraine, et celui entre l'Inde et le Bangladesh. Corollaire de l'importance de son émigration, le montant des *remesas* à destination du Mexique, de l'ordre de 22 milliards de dollars en 2010, classe le pays, avec la Chine et l'Inde, parmi les trois plus importants récepteurs dans le monde. Ces *remesas* contribuent également à transformer des salariés en travailleurs indépendants, tant parmi les migrants internationaux de retour, que parmi les membres de leur famille.

### Pour en savoir plus

Wihotl de Wenden C, *Atlas des migrations dans le monde*, Paris, Autrement, 2005  
Guilmoto C. et Sandron F., *Migration et développement*, Paris, Les études de La documentation française, 2003  
Papail J. et Arroyo Alejandro J., *Les dollars de la migration*, Paris, Collection Travail et Mondialisation, L'Harmattan, 2004  
*Migration and remittances factbook 2011*. <http://go.worldbank.org/QGUCPJTORO>



## Document 2 - Des migrants et des *remesas* en augmentation

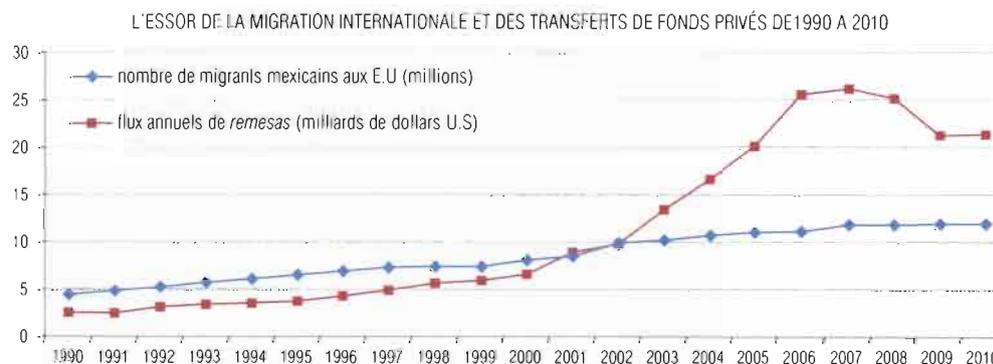
Le graphique, élaboré à partir des données de la Banque centrale du Mexique pour les transferts de fonds privés, et de celles de la *Current population survey* du *Bureau of Census* américain pour le nombre de migrants, illustre la croissance considérable, depuis une vingtaine d'années, de l'émigration mexicaine aux États-Unis, et celle encore plus rapide des transferts de fonds (*remesas*) qui lui sont associés.

Jusqu'en 2000, le rythme de croissance du volume des transferts de fonds suit celui du nombre de migrants. On constate un « décrochage » des courbes à partir de 2001, les volumes d'argent envoyés augmentant à un rythme supérieur à celui du nombre de migrants. Cela suggère un renforcement durant les dernières années d'autres composantes de ces transferts d'argent (contreparties de services et de commerce à petite échelle, virement de pensions, trafics illicites, etc.) qui ne correspondent pas à la définition classique des *remesas* (l'envoi d'une partie de l'épargne réalisée par le travail des migrants à leur famille au Mexique). À partir de 2006, on observe une stagnation des flux annuels d'argent puis une baisse marquée en 2008 et 2009. Cette diminution est due à la crise économique mondiale qui a commencé aux États-Unis en 2007.

La réduction de la croissance économique du Mexique depuis le début des années 1980, les besoins croissants de main d'œuvre peu qualifiée dans différentes branches de l'économie nord-américaine, l'expansion des réseaux migratoires, l'accentuation des différences salariales entre les deux pays, ont provoqué une très forte croissance de

l'émigration, devenue majoritairement irrégulière. Le nombre de personnes recensées aux États-Unis et nées au Mexique s'est ainsi accru de 880 000 en 1970 à près de 12 millions en 2011, et représente actuellement environ 10 % de l'ensemble de la population née au Mexique. Cette émigration, auparavant temporaire et essentiellement composée d'actifs (le chômage reste en effet une cause mineure des déplacements), revêt depuis une vingtaine d'années des formes de plus en plus variées et complexes, avec une forte croissance de la composante de longue durée ou définitive.

L'augmentation des transferts d'argent a par ailleurs contribué au développement des maisons de change, que l'on trouve dans toutes les petites villes de l'ouest mexicain et qui font partie du paysage urbain depuis des dizaines d'années. On y change des billets et des chèques (*money orders*, *travellers cheques*) envoyés par les migrants. La généralisation des transferts électroniques interbancaires (51,5 % des modalités de transferts en 1995 contre 96,8 % en 2009) et la concurrence accrue des institutions financières ont sensiblement réduit les coûts de transfert, qui représentaient de 20 à 25 % des transferts par *money orders* jusqu'à la fin des années 1990 et qui s'élèvent encore à environ 5 % actuellement. L'essentiel de l'argent envoyé est destiné à couvrir les besoins fondamentaux (nourriture, logement, éducation, transport...) ou exceptionnels (maladies, catastrophes diverses...) des familles des migrants. Une fraction non négligeable (entre 5 et 20 %) est cependant investie dans la constitution de patrimoines (terrains, logements) ou dans la création de micro entreprises, soit par des membres de la famille du migrant (épouse, parents, enfants) ou, le plus souvent, par le migrant lui-même, qui devient micro entrepreneur à la fin de son cycle migratoire.



Sources : Banque centrale du Mexique (Banxico.org), *Current Population Survey* (CPS), Bureau of census, E.U

### Document 3 - Des infrastructures municipales financées par l'argent des migrants

Cette photographie a été prise sur l'un des murs du marché municipal de la ville de Yahualica de Gonzalez Gallo, État de Jalisco, en 2009. Il s'agit d'une plaque commémorative d'investissement social réalisé dans le cadre du *Programa 3 x 1 migrantes*.

Le Programme 3 x 1 permet de bonifier chaque peso investi dans leur zone d'origine par des clubs ou associations de migrants aux États-Unis, par un peso supplémentaire versé par chacun des trois échelons (municipal, régional et fédéral) du gouvernement. La plaque de la photographie fait référence au repavage du marché principal de Yahualica, ouvrage qui a coûté plus de 1,2 million de pesos, soit près de 100 000 dollars (taux de change à 11,5 pesos/dollar). Quatre acteurs ont participé à part égale à son financement : le ministère du développement social (SEDESOL), le gouvernement de l'État de Jalisco, la municipalité et les associations de migrants (*paisanos*). L'État de Jalisco est en effet une des régions les plus concernées par l'émigration. La note située en bas de la plaque précise que la réalisation de cet ouvrage ne peut pas être utilisée à des fins électorales par des partis politiques, une référence à des pratiques récurrentes au Mexique.

Le gouvernement fédéral (SEDESOL) a ainsi consacré 542 millions de pesos en 2010 (contre 99 millions en 2003) au *Programa 3 x 1 migrantes* pour la réalisation de 2 438 projets dans 664 communes, dont 82,4 % en infrastructures de base, ayant mobilisé 1,7 milliards de pesos (soit environ 150 millions de dollars) entre les quatre acteurs finançant ces programmes. Ces investissements se réalisent essentiellement en travaux d'infrastructures locales (électrification, routes, adduction d'eau, bourses d'études, centres de santé etc.) qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des populations bénéficiaires, mais restent insignifiants (moins de 1 %) par rapport aux transferts familiaux.

La très forte croissance apparente du volume des *remesas* depuis une dizaine d'années, a incité le gouvernement à chercher à en canaliser une partie plus importante vers l'investissement productif et la création d'emplois. Ainsi, depuis 2007, ont été incorporés à ce

programme le Fond productif migrant et le Fond productif pour le développement patrimonial, appelé Programme 1 x 1, qui permet aux migrants d'investir dans des projets productifs, et de bénéficier d'un apport équivalent à leur investissement de la part de SEDESOL, pour créer des petites entreprises générant de l'emploi et des revenus. L'apport fédéral qui est limité pour l'instant à 300 000 pesos représente un prêt sans intérêt et doit être remboursé intégralement au bout de 5 ans, sous la forme d'un apport à un projet 3 x 1. En 2009, 136 projets furent ainsi financés dans le pays, à hauteur de 5,4 millions de dollars répartis entre l'agriculture (69 projets), la prestation de services (46), la restauration (8), la construction (5), l'hôtellerie et le tourisme (3), l'artisanat, la musique et son et la couture (5).



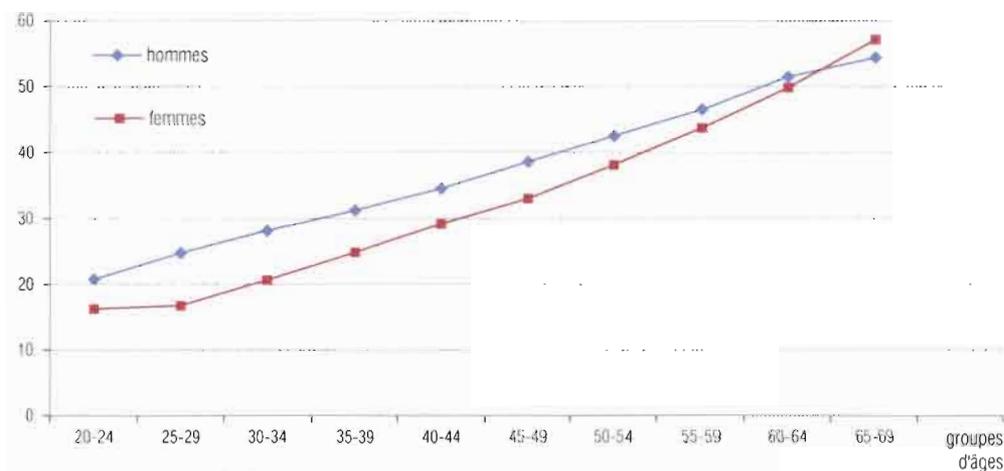
#### Document 4 - Les migrants mexicains créateurs d'entreprises

Ce graphique est élaboré à partir des résultats des recensements de population réalisés par l'Institut national de statistiques, géographie et informatique (INEGI), qui fournissent tous les dix ans un état détaillé des caractéristiques de la population mexicaine dans différents domaines (démographie, économie, habitat, santé, sociologie...). Il consiste à suivre l'évolution des caractéristiques de l'emploi de chaque génération dans le temps, aux dates des recensements successifs. Les résultats du recensement de 2010 n'étant pas tous disponibles à l'heure actuelle, nous avons complété la série par les données issues de l'enquête sur l'occupation et l'emploi qui fournit le même type d'information au niveau national. Le processus de désalarisation des différentes générations au cours de leur vie active que l'on voit dans ce graphique, constitue l'un des faits marquants de l'évolution de l'activité au Mexique. Dans toutes les générations successives, le taux de non salariat se situe autour de 20 % à 20-24 ans et augmente régulièrement au fur et à mesure que ces générations vieillissent, pour atteindre environ 50 % à 60-64 ans.

Dans le cadre général du processus de désalarisation intra générationnel, les migrants internationaux de retour des États-Unis sont nettement avantagés par rapport aux non migrants, car ils accumulent l'épargne nécessaire à la création d'une activité non salariée beaucoup plus rapidement que ces derniers (le différentiel salarial est généralement de

l'ordre de 5 à 7 entre les deux pays durant les années 2000, ce qui permet des transferts mensuels moyens de l'ordre de 350 dollars). On observe en effet une surreprésentation des ex-migrants parmi les non salariés, essentiellement entre 25 et 55 ans, âges auxquels la grande majorité de ceux-ci reviennent se réinstaller sur leur lieu d'origine après un séjour moyen d'environ 4 ans dans le pays voisin.

On estime généralement qu'entre 5 et 15 % du montant global des *remesas* est utilisé pour créer des micro entreprises. Celles-ci sont surtout fondées par les migrants eux-mêmes lors de leur retour sur leur lieu d'origine. La majeure partie du capital nécessaire pour initier ces activités provient en effet de l'épargne individuelle, et quand le recours à l'emprunt s'avère nécessaire, le crédit provient en majeure partie de la famille, dont une proportion importante est fournie par d'autres migrants résidant aux États-Unis. Ces activités d'auto emploi ou de micro entreprises employant quelques salariés se concentrent dans le petit commerce (épiceries, vente d'aliments préparés, papeteries, magasins de vêtements, etc.) et les services (ateliers de réparation, plomberie, maçonnerie etc.) mettant à profit l'expérience acquise dans le pays voisin. Les *remesas* contribuent donc à la création d'emplois au Mexique, mais en restant généralement confinées dans le secteur informel (bas salaires et protection sociale quasiment inexistante), ces activités rétro alimentent les flux migratoires internationaux.



PROPORTIONS D'EMPLOYEURS ET DE TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS PARMIS LES POPULATIONS OCCUPÉES MASCULINE ET FÉMININE SELON L'ÂGE (MOYENNE DES GÉNÉRATIONS 1926-1956)

Sources : recensements de population de 1970 à 2000 (INEGI), Enquête nationale sur l'occupation et l'emploi 2010 (ENOE), INEGI

### Document 5 - Portrait d'un ancien migrant devenu chef d'une micro entreprise

Cette photo de M. Alfonso Torres (en noir, derrière le comptoir de son magasin), a été prise en juillet 2011 lors d'une enquête visant à mesurer l'impact de la migration internationale sur l'emploi et le développement local dans une petite ville de l'État de Jalisco, menée conjointement par une équipe de l'IEDES-Paris 1/IRD et du CUCEA de l'Université de Guadalajara au Mexique. L'enquête portait sur un échantillon d'environ 2 100 ménages, dont fait partie celui de Mr Torres, et recueillait des informations sur la migration internationale, les *remesas* et l'évolution de l'emploi dans cette ville.

M. Alfonso Torres, est né en 1974 à San Juan de los Lagos, petite ville du centre ouest mexicain, d'un père employé de banque et d'une mère sans profession ayant eu 6 enfants au total. Il arrêta ses études après la classe de seconde au lycée, et entra dans la vie active à l'âge de 16 ans, comme employé dans un magasin de vente de pièces détachées et de produits d'entretien pour automobiles, à Encarnación de Díaz, petite ville de 24 000 habitants à 40 km de son lieu de naissance où résidait alors sa famille. En 2000, à l'âge de 26 ans, principalement par goût de l'aventure, il partit aux États-Unis muni d'un visa de touriste, comme nombre de jeunes adultes mexicains depuis plusieurs décennies. Il rejoignit, à Dallas au Texas, un ami mexicain qui lui proposa un travail dans la construction de piscines, où il gagnait environ 700 dollars par semaine, salaire près de huit fois supérieur à celui qu'il percevait à Encarnación de Díaz. Il travailla 15 mois dans cette entreprise, en situation irrégulière

(visa de tourisme périmé et sans autorisation de travail), pour accumuler de l'épargne en vue de se marier et d'acheter une petite maison à son retour à Encarnación de Díaz. Des amis mexicains lui conseillèrent plutôt d'investir dans la création d'une petite entreprise de fournitures de pièces détachées et de produits d'entretien pour automobiles, domaine qu'il connaissait bien. Suivant ce conseil, une quinzaine de jours après son retour au Mexique, en 2001, il investit environ 13 000 dollars puisés dans l'épargne réalisée aux États-Unis, dans la création de son magasin, qu'il compléta par des emprunts auprès de quelques amis. Son entreprise qui emploie actuellement deux salariés est florissante, il a maintenant accès au crédit bancaire (qui lui était refusé lors de son installation), et continue de se développer. Mr Torres s'est marié, est père d'un enfant, et a pu se faire construire une maison.

Bien qu'éloigné des caractéristiques moyennes de l'époque - au début des années 2000, le salaire médian des migrants mexicains aux États-Unis s'élevait à environ 400 dollars par semaine, la durée moyenne de séjour des migrants qui devenaient entrepreneurs à leur retour était d'environ cinq ans, et l'investissement moyen dans une micro entreprise masculine s'élevait à 3 600 dollars - le cas de M. Torres illustre bien le parcours de nombre de jeunes adultes mexicains, dont la migration internationale représente un moyen d'accumuler très rapidement, grâce au différentiel salarial, les ressources propres nécessaires à la création d'une micro entreprise.



#### Conclusion

Les migrations internationales, les *remesas*, le processus de désalarisation qu'elles renforcent, sont devenues indissociables, par leur ampleur, de l'évolution de l'économie mexicaine depuis une trentaine d'années. Elles continueront de marquer cette évolution durant encore de nombreux quinquennats, jusqu'à ce que la convergence des niveaux de développement entre les deux pays, censée découler de l'accord de libre échange (ALENA) signé entre les deux pays en 1994, produise son effet, objectif qui semble de plus en plus s'éloigner.

# COLLECTION DE DOCUMENTS POUR COMPRENDRE LES AMÉRIQUES

## LE MEXIQUE

Arnaud Exbalin  
*Coordination scientifique*



# CEMCA

Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines

Sierra Leona 330 Lomas de Chapultepec, C.P 11000, México, D.F.  
Tels. (52-55) 5540-5921 / 22 / 23, Fax (52-55) 5202-7794

CEMCA en Guatemala: 5a Calle 10-59, zona 13, Finca La Aurora,  
Ciudad de Guatemala CA., 01013  
Tels. (502) 2440-2401, Fax (502) 2440-2401

Directrice de la publication  
Delphine Mercier

Coordination scientifique  
Arnaud Exbalin

Comité de lecture  
Alexis Bernard, Stéphane Estrade, Arnaud Exbalin, Bruno Le Bonniec,  
Sofía Noyola

Conception artistique  
Rodolfo Ávila

Secrétariat de rédaction  
Martín del Castillo Padilla et Virginie Brun

Coordination éditoriale  
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines

Partenaires institutionnels  
Institut Français d'Amérique Latine (IFAL)  
Lycée Franco-Mexicain de Mexico (LFM)

Première édition 2013

Tous droits réservés

© Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)  
Ministère des Affaires Étrangères, CNRS, Paris, France  
© Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Les dossiers contenus dans cette publication peuvent être téléchargés  
en format pdf sur les pages web de sites suivants : [www.cemca.org.mx](http://www.cemca.org.mx) ;  
[www.casadefranciaodigital.org.mx](http://www.casadefranciaodigital.org.mx) ; [www.mexique.ird.fr](http://www.mexique.ird.fr)

[diffusion@cemca.org.mx](mailto:diffusion@cemca.org.mx)  
[www.cemca.org.mx](http://www.cemca.org.mx)

ISBN 978-2-11-138365-4